

# **REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE**

*Honneur- Fraternité- Justice*

## **PROJET DE PROGRAMME POUR UNE INFRASTRUCTURE DE COMMUNICATIONS REGIONALES EN AFRIQUE DE L'OUËST (WARCIP)**

### **UNITE DE COORDINATION DU PROJET**

#### **AVIS DE MANIFESTATION D'INTERET POUR :**

#### **POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT EN VUE DE LA REALISATION D'UNE ASSISTANCE AU MDEFNT ET A L'ARE DANS LA MISE EN PLACE D'UN OBSERVATOIRE DU SECTEUR DES TELECOMS ET DES TICS**

Le Gouvernement mauritanien cherche à développer le segment de l'Internet Haut Débit. Il a pour cela intégré le Programme pour une Infrastructure de Communications Régionales en Afrique de l'Ouest (West Africa Régional Communications Infrastructure Program - WARCIP) financé par la Banque Mondiale. La composante Mauritanie de ce projet qui est en cours de mise en œuvre par l'Unité de Coordination du Projet de Renforcement des Capacités du Secteur Public (UCP/PRECAPS), prévoit de financer la consultation relative à la «REALISATION D'UNE ASSISTANCE AU MDEFNT ET A L'ARE DANS LA MISE EN PLACE D'UN OBSERVATOIRE DU SECTEUR DES TELECOMS ET DES TICS».

La Mauritanie a entamé depuis la fin des années 90 une politique de libéralisation et de développement des secteurs des télécoms et des technologies de l'information et de la communication (TIC). Cette politique a conduit à l'adoption d'une Déclaration de Politique Sectorielle des Postes et des Télécommunications en 1998 et une Stratégie Nationale des Nouvelles Technologies en 2002.

Ce secteur a alors connu un développement important dépassant les prévisions dans certains axes : taux de pénétration des services télécoms avoisinent 100% en 2010, création d'une autorité de régulation et d'un département chargé des TIC, privatisation de l'opérateur historique.

Plus récemment, le Gouvernement a procédé à la révision de la politique sectorielle et à la mise à jour de la stratégie des TIC. La nouvelle Stratégie Nationale des TIC a été adoptée le 22 mars 2012 et la Déclaration de Politique Sectorielle des Postes et des Télécommunications approuvée le 31 janvier 2013. Le Gouvernement a entamé la mise à jour de l'arsenal juridique tant en terme de contenu que d'étendue. Une loi sur les communications électronique est en cours d'adoption et une autre sur la Société Mauritanienne de l'Information ont été préparées et seront définitivement adoptés cette année. Il a aussi mis en place, avec l'appui de la Banque Mondiale et de la Banque Européenne d'Investissement des programmes importants de développement des infrastructures télécoms et des systèmes d'information de l'Administration.

#### **Objectif de la mission**

Cette mission a pour objectif général :

- la définition d'indicateurs de Suivi et d'Évaluation (S&E) relatifs au secteur des télécommunications/TIC mesurables, la mise en place d'une méthodologie pour leur collecte et leur mise à jour régulière, l'estimation de leurs valeurs actuelles et leur collecte par le biais de la réalisation d'enquêtes/questionnaires pendant une période donnée, ainsi que leur utilisation pour évaluer l'impact des réformes sectorielles en cours et des programmes mis en place par le Ministère en charge des Technologies Nouvelles dans une perspective temporelle,

- le développement d'un portail web **bilingue (Arabe/Français)** permettant une large dissémination de ces indicateurs,
- la familiarisation de l'ensemble des acteurs clefs du secteur des télécommunications/TIC en Mauritanie et plus généralement des forces vives de la nation avec cet outil.

En effet, il n'existe pas aujourd'hui en Mauritanie, d'observatoire permettant la publication des indicateurs et leur mise à jour. Les tentatives réalisées n'ont pas débouché sur une prise en compte exhaustive des indicateurs. Les données collectées aujourd'hui sont essentiellement au niveau :

- du site de l'ARE, <http://www.arenr.org>
- du site du MEFNT, <http://www.emploi.gov.mr> et
- du Portail Mauritanien du Développement : <http://www.pmd.mr>.

La mise en place de l'observatoire conduira à la création d'un point d'entrée / d'agrégation unique qui pourra être référencé à partir des sites mentionnés ci-dessus.

Les consultants seront sélectionnés en accord avec les procédures définies dans les Directives pour la Sélection et l'Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale de mai 2004, révisée en 2006, en 2010 et en 2011.

Le prestataire retenu (firme), doit être un bureau ou un groupement de bureaux ayant une grande expérience dans ce type d'études et justifiant d'expériences similaires avérées.

La langue de travail à l'oral est le Français. Les livrables sont en Français.

### **Réponse à la manifestation d'intérêt**

Les bureaux potentiels (prestataires ayant des références similaires) souhaitant exécuter cette mission devront soumettre leur manifestation d'intérêt dans un dossier ne dépassant pas une trentaine de pages et faisant ressortir la présentation des bureaux, leur organisation technique et managériale, leurs références et leurs expériences dans le domaine ainsi que celles de leur personnel clé destiné à l'exécution de la mission et ce au plus tard le **mercredi 07 Août 2013 à 12 heures** à l'adresse ci-dessous :

Secrétariat de la Commission de Passation des Marchés Publics des Secteurs Sociaux  
Immeuble Mounna 2\*"" Etage, Avenue Mokhtar Ould DADAH  
Nouakchott Mauritanie Tel : (00 222)...45 24 25 84 / E-mail : [CPMPSS@yahoo.fr](mailto:CPMPSS@yahoo.fr)

En plus des copies papiers à déposer au siège de la Commission, il est impératif d'envoyer une copie électronique de la soumission à l'adresse e-mail de la Commission.